

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-pourra-t-elle-passer-du-tumulte-a-l-institutionnalisation-de-nouvelles-manieres-de-faire-de-la-politique>

L'Argentine pourra t-elle passer du "tumulte" à l'institutionnalisation de nouvelles manières de faire de la politique ?

Date de mise en ligne : mercredi 12 février 2003

- Argentine -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En Argentine, se développent rapidement les conditions pour l'apparition d'un nouveau parti politique. La crise globale que connaît le pays (économique, politique, sociale et culturelle) se manifeste comme une crise des institutions et des formes de représentation des argentins comme citoyens et comme "producteurs".

Dans la crise globale, une option partisane du centre-droite avec une base solide qui symbolise la continuité de l'étape menemiste n'a pu être organisée. Le menemisme est activement refusé par 80% de la des citoyens, y compris l'électorat peroniste. Aucune formation politique solide de centre-gauche ou gauche n'émerge pour autant.

Ce qui domine, c'est la "crise d'hégémonie politique". La société argentine mobilisée donne lieu au "tumulte", c'est-à-dire, dans le langage de Machiavel, à une forme d'assemblée, désordonnée, mais imprégnée de nouvelles idées qui, ajoutée aux mouvements piqueteros, transforme la crise económico financière en une "crise globale" (économique, politique, sociale et culturelle). La société donne la priorité au "tumulte" sur le système de représentation politique.

C'est pourquoi la résistance populaire à reconnaître la légitimité des partis traditionnels est si forte. Au début 2003, 50% de l'électorat persiste encore à voter blanc, nul ou à s'abstenir. Les élections présidentielles, prévues pour le 27 avril 2003, ne motivent pas une société qui se méfie ou rejette directement les candidats des partis. Dans ce contexte, on enregistre une demande commune de la société : le besoin "de nouvelles façons de faire de la politique", phénomène que les citoyens traduisent par la phrase "de nouveaux chefs n'apparaissent pas". C'est pourquoi au début de 2002, la consigne de décembre 2001 subsiste encore : *"qu'ils s'en aillent tous !"*.

Dans le processus orienté vers une nouvelle conception des façons de faire de la politique, il est possible de reconnaître une première étape concentrée sur la critique généralisée des manifestations les plus évidentes de l'échec de la "ancienne politique" : la corruption, l'inefficacité, l'utilisation des militants de la base comme une masse qu'on peut manoeuvrer, la transformation des partis dans des machines électorales, le non-respect des promesses électorales, etc. Sont apparues des idées et des propositions pour remplacer "l'ancienne politique", qui se concrétisant comme exigences : participation et démocratie directe, probité, efficience et austérité des dirigeants (non seulement politiciens, mais aussi de chefs d'entreprise, syndicalistes, responsables de moyens de communication, etc.).

Cette première étape renferme déjà les embryons d'une seconde étape, mais qui prend forme seulement quand se conforment définitivement les nouvelles institutions socio - politiques qui organisent la pluralité des réclamations et demandes sociales, et apparaissent des idées stratégiques pour des changements politiques et culturels. Ces institutions socio - politiques sont celles qui permettent au peuple de finir par se transformer en sujet politique : le "tumulte" se transforme en volonté populaire cohérente.

Ce qui irrite au peuple argentin et qui se manifeste dans son subconscient collectif comme frustration et, en même temps, comme ciment de cette société, c'est la perception de l'Argentine comme "l'Australie qui n'a pas été". Les nouvelles façons de faire de la politique se trouveront consolidées si elles donnent lieu à un programme précis en réponse demande essentielle de la société argentine.

À son tour, ce programme sera viable seulement s'il inclut une situation claire du mode d'appropriation de l'excédent économique par le pouvoir économique qui a conduit à ce pays à la crise globale.

Pour pouvoir soutenir le projet qui traduit par le sentiment "de l'Australie qui n'a pas été", il est nécessaire que le pouvoir économique soit divisé et désarticulé politiquement. Pour cela la société devra attirer à travers un compromis pragmatique, les intérêts productifs du capital qui coexistent avec les intérêts financiers de la rente du capital.

Le pouvoir économique a sa base dans la haute concentration du capital, qui est organisé sous diverses modalités de propriété (grands propriétaires terriens, associations entre capitaux locaux et transnationaux, industriels et de services, conglomérés financiers, entreprises multinationales et banques étrangères et nationales). Mais la forme du

capital qui domine l'articulation du pouvoir économique est un schéma d'appropriation de l'excédent économique au moyen du revenu financier spéculatif et des profits extraordinaires. Le "pouvoir économique" a son noyau dur dans 10% de la population riche qui s'approprie 45% du revenu national. La "culture de revenu" qui le soutient - fondée sur une rupture radicale du processus de génération de profits et le monde du travail- s'est développé et domine de vastes segments de la population.

Mais ce qui arrive en Argentine et ce que la population souffre dans sa chair, c'est l'effondrement de ce capitalisme articulé sur la valorisation financière de la rente du capital. La crise globale pousse objectivement les événements vers la construction d'une économie productive de propriété mixte.

Cette possibilité peut avorter à cause la Droite politique et militaire traditionnelle, au cas où le "tumulte" ne se transforme pas en une volonté populaire cohérente. Dans ce cas, une nouvelle aventure de Droite peut accélérer le danger latent d'une guerre civile "confuse" de longue durée, aux coûts moraux et intellectuels gravissimes pour la Nation et la société.

Alors, comment faire politiquement pour répondre à la question dramatique que pose une société qui durant quelques années (1989-2002) est devenue principalement une "société des pauvres", et qui est mobilisée à travers des institutions et des initiatives socio - politique non partisans ?

Cela implique de faire face actuellement à travers deux initiatives politiques simultanées et différenciées, bien que formant les deux parties d'une même stratégie politique :

a) Dans l'immédiat un gouvernement de "concertation nationale", tenant compte de l'expérience de la Concertation Sociale chilienne.

b) Simultanément, entamer l'organisation d'une nouvelle force politique pluraliste de gauche, un parti de réformes de structures dur, dont l'objectif est la construction d'une démocratie politique, économique et sociale, en assimilant des expériences positives étrangères de construction partisans, en particulier le Parti des Travailleurs du Brésil et le type de direction incarnée en José Inacio Lula da Silva.

Les chemins ouverts pour la construction de ce nouveau type de parti sont multiples. Ils ne se trouvent pas seulement dans la proposition de la Centrale de Travailleurs Argentins (CTA), mais aussi dans les grands et nombreux syndicats affiliés à la CGT et dans des mouvements et des associations populaires. Mais l'idée de refonder la politique s'exprime aussi dans les courants péronistes qui cherchent "recréer" la relation fructueuse entre la politique et le monde du travail, dans des noyaux progressistes du monde catholique, dans des courants dans l'ARI, le Parti Socialiste et même dans des noyaux qui ont adhéré ou adhèrent à des gauches marxistes. Aussi beaucoup d'officiers et sous-officiers des trois armes et des forces policières cherchent une force qui garantisse la cohésion de l'État et la préservation de la souveraineté nationale dans la démocratie, et refusent d' être utilisés comme exécuteurs de plans répressifs et génocidaires.

Les conditions sont réunies pour l'émergence d'un parti pluriel de gauche en Argentine, de convergence et qui dépasse les traditions politiques nationales. Il n'a pas besoin d'être défini comme socialiste, mais en substance ce sera un parti situé dans le socialisme pluraliste. Sa base sociale majoritaire devrait être constituée avec les travailleurs salariés occupés et les chômeurs dans toutes ses catégories, les femmes et les jeunes d'origine populaire.

L'avenir d'un parti du peuple se décide dans le monde des travailleurs salariés occupés et les autres catégories du monde du travail. Le caractère central des travailleurs salariés occupés dans un parti de gauche est seulement possible s'il est implanté dans les entreprises en stimulant le renforcement des syndicats, selon la conception du syndicalisme socio-politique (dans des termes de la CIOSL-ORIT).

Les mouvements de chômeurs - dans un contexte de d'important chômage- de pauvreté et de commotion politico-culturelle dans la société de par ces faits - sont décisifs pour résoudre les problèmes immédiats des familles et protéger la vie des enfants et personnes âgées à travers la promotion des mouvements associatifs et coopératifs (entreprises réhabilitées, salles à manger vicinales, potagers familiaux, etc.). Ils stimulent la solidarité et l'action commune avec les travailleurs occupés dans les territoires où ils existent. Mais ils ne peuvent pas remplacer l'action syndicale, ni peuvent garantir leur propre cohésion organisationnelle devant la pression de l'assistanat classique sur des familles de chômeurs moins politisées.

En Argentine il est nécessaire de ne pas perdre de vue qu'il y a plus de 8.000.000 de salariés occupés, presque trois fois le nombre de travailleurs au chômage.

Finalement, l'émergence d'un possible parti de gauche populaire de réformes de structures dures requiert que dans toutes ces structures politiques se cristallise la coopération harmonieuse entre dirigeants syndicaux, intellectuels, activistes féminines, représentants des cultes religieux et les mouvements culturels. Tous ces dirigeants doivent être considérés - à tous les niveaux de l'organisation partisane - comme des *"intellectuels organiques"*, selon la définition de Gramsci, dans une culture qui, comme l'Argentine, n'a pas pu traditionnellement établir un lien fluide entre politique et connaissance.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

[Instituto del Mundo del Trabajo](#)(Argentine)

Bulletin de Conjoncture N° 7. Janvier 2003.